

**Afrique - Migrations - Entretien de
M. Gérard Collomb, ministre
d'Etat, ministre de l'intérieur, avec
le quotidien "Le Figaro"**

(Paris, 16 mars 2018)

Q - Qu'attendez-vous de votre déplacement au Niger ?

R - Pour maîtriser les flux migratoires et garantir en France le droit d'asile, nous devons lutter contre les réseaux de passeurs par une action en amont, au plus près des pays d'origine et de transit des migrants. Cette rencontre de Niamey, associant les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères des principales parties concernées, en Europe comme en Afrique, poursuit cet objectif. Elle réunira des représentants du Niger, du Tchad, du Mali, du Burkina-Faso, de Mauritanie, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Sénégal, de Libye, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne et de la France, sans oublier ceux de la Commission européenne et de l'ONU. Il sera question de l'appui que nous pouvons apporter aux pays d'Afrique pour les aider à mieux se coordonner pour démanteler les réseaux de trafiquants d'êtres humains. C'était l'engagement exprimé par le président de la République au sommet Union européenne-Afrique à Abidjan, avec l'objectif de mettre en échec les réseaux criminels et mettre fin aux violences dont les migrants font l'objet.

Q - Mais que doit-il se décider concrètement ?

R - Nous allons renforcer les coopérations avec l'Afrique. Elles ont déjà commencé à produire des résultats tangibles. Le Niger, par exemple, est en train de barrer la route du Nord, qui traversait le Sahara pour aller en Libye. Il a par ailleurs mis en place des dispositifs d'investigation concrets pour permettre l'arrestation des passeurs et le démantèlement des réseaux. Le Niger accueille désormais un certain nombre de migrants économiques issus des pays africains, dont nous organisons le retour avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). En 2016, Agadez était une plaque tournante de l'immigration au nord du Niger. On a pu compter cette année-là jusqu'à 330.000 traversées de migrants. Ils n'étaient plus que 70.000 à passer en 2017. Les sorties ont donc chuté drastiquement. Quant aux flux d'entrée au Niger depuis l'Afrique occidentale, ils ont été stabilisés, avec 100.000 clandestins recensés contre 110.000 l'année précédente. Cela montre qu'il n'y a pas de fatalité. Quand on s'attaque vraiment aux problèmes, il est possible de les résoudre.

Q - Quelles formes de coopération faut-il privilégier ?

R - À l'issue du sommet de l'Elysée du 28 août 2017, suivi du sommet Union africaine-Union européenne du 29 novembre dernier à Abidjan, plusieurs solutions ont émergé. Nous avons collectivement opté pour des mesures de développement, d'aide au contrôle des frontières, de création de fichiers d'identité, de renforcement des capacités policières et judiciaires. Des

actions de formation des polices et gendarmeries locales sont également entreprises. Nous allons faire cette semaine avec les pays partenaires un premier bilan des dispositifs qui fonctionnent et des marges de progression existant encore.

Mais les réadmissions des illégaux par leur pays d'origine dans ces régions demeurent rares, pour ne pas dire quasi inexistantes...

Pour certains pays d'origine oui, pour d'autres on observe un réel effort qui témoigne qu'il existe des réelles marges de manoeuvre. Ensuite, pour que ces pays puissent réadmettre leurs ressortissants, encore faut-il que ceux-ci disposent d'une identité établie. La constitution d'un véritable état civil dans les pays africains qui en sont dépourvus doit nous aider à avancer sur ce point. Il représentera d'abord un atout pour ces Etats dont les citoyens circuleront plus facilement dans le monde. Cela facilitera également la remise des laissez-passer consulaires par les pays de départ des migrants économiques, sans lesquels aucune réadmission n'est possible si les personnes sont sans papiers.

Q - Comment cela s'articule-t-il avec votre projet de loi sur l'asile et l'immigration bientôt en discussion au Parlement ?

Le texte que nous présentons est essentiel car il vise à faire converger notre législation avec celle des pays voisins. C'est le cas sur plusieurs sujets comme l'augmentation de la durée de rétention, la réduction du délai de recours devant la Cour nationale du droit d'asile ou le renforcement de l'attractivité de la France pour les talents étrangers, où nous nous rapprochons du droit ou des pratiques en vigueur dans des pays comme l'Allemagne ou les Pays-Bas. L'augmentation de la durée de rétention permettra par exemple d'obtenir plus facilement des laissez-passer consulaires de la part des pays d'origine./.